

Rencontre avec le loup

Pour marquer l'anniversaire de l'entrée de Terre-Neuve dans la Confédération, la société historique de Terre-Neuve a organisé un symposium intitulé Rencontres avec le loup les 19 et 20 mars 1999. Les invités incluaient des participants aux négociations qui ont conduit à l'entrée dans la Confédération, des universitaires, d'anciens politiciens, des écrivains, des étudiants et plus de 300 observateurs. L'union au Canada suscite encore des débats et de vives émotions à Terre-Neuve. Grace Sparkes est une ancienne journaliste, une opposante à l'entrée dans la Confédération et la première femme à s'être présentée lors d'élections à l'assemblée législative de Terre-Neuve après l'union. Richard Cashin a été député à la Chambre des communes de 1962 à 1968, puis président du Newfoundland Fisherman, Food and Allied Workers Union de 1969 à 1981. M. Cashin et Mme Sparkes ont été interviewés par Gary Levy en mars 1999.

Quelle situation politique et économique prévalant à Terre-Neuve a conduit à la suspension du gouvernement responsable? Quel effet cela a-t-il eu sur la population?

Grace Sparkes : Nous avons traversé la Crise de 1929 comme le reste du monde, mais l'économie de Terre-Neuve avait toujours connu ses hauts et ses bas. On ne pouvait pas toujours y définir la richesse et la pauvreté comme on le faisait ailleurs. Par exemple, mon père possédait deux ou trois navires de pêche qui pouvaient employer jusqu'à 25 pêcheurs pour aller sur les Grands Bancs. L'exploitation de ces navires lui coûtait environ 30 000 \$ par saison. Parfois, ces navires rentraient vides, ce qui voulait dire que les pêcheurs lui devaient de l'argent. Il effaçait leur dette et essayait de se reprendre l'année suivante. De tels arrangements étaient fréquents et, par conséquent, peu de gens s'estimaient pauvres.

Côté politique, la situation était très mauvaise. Je crois que la Grande-Bretagne s'est tout simplement débarrassée de nous. À l'époque, il était difficile de mettre la main sur l'infor-

mation. Comme beaucoup de gens, il a fallu un certain temps avant que j'apprenne que le gouvernement responsable avait été suspendu. Lorsque je l'ai appris, je me souviens avoir éprouvé un profond désespoir et les événements qui ont suivi ont montré que mes craintes étaient fondées.

La Commission nommée a agi de façon très dictatoriale. Elle n'aimait pas la critique et les demandes d'information étaient accueillies par des refus catégoriques. On nous disait qu'il n'é-

tait pas dans notre intérêt de savoir ce qui se passait.

Richard Cashin : Je suis d'une famille très politisée. Mon oncle, le major Peter Cashin, et mon père s'intéressaient tous deux énormément à la politique. C'est pourquoi, même si j'étais trop jeune pour prendre part aux débats qui ont précédé l'union, je m'en souviens très bien. J'ai également étudié cette période à l'université.

Il est clair que les événements ont suscité la colère. Nous sommes le seul



Grace Sparkes (à droite) avec sa fille, Doris.

Dominion à avoir renoncé volontairement à un gouvernement responsable. Le pays risquait de se retrouver en défaut de paiement de ses dettes et le gouvernement avait perdu la confiance de la population en raison de la corruption et des scandales.

La population avait l'impression que la perte du gouvernement responsable était un coup bas donné par des étrangers. Cependant, il faut situer les choses dans leur contexte historique. Dès le début de l'histoire de Terre-Neuve, les Irlandais qui se sont installés dans les petits ports isolés éparpillés le long de la côte étaient des gens rudes et indisciplinés à l'esprit indépendant. Il leur manquait l'aristocratie terrienne que l'on retrouvait en Nouvelle-Écosse à la même époque et, en plus, il n'existait à Terre-Neuve pratiquement aucune forme de gouvernement local. Les institutions et les valeurs démocratiques faisaient cruellement défaut. Les efforts déployés au fil des ans par Coker et d'autres eurent plus de succès, mais les réformes démocratiques qu'ils préconisaient n'ont pu survivre au bouleversement politique engendré par la Crise de 1929.

Y a-t-il eu une conspiration pour amener Terre-Neuve à s'unir au Canada?

Richard Cashin : Peter Cashin, qui a été l'un des grands orateurs de l'histoire de Terre-Neuve, a présenté cet argument devant la convention. Il en était convaincu et je suppose que, d'une certaine manière, une série d'événements et de situations se sont conjugués pour rendre l'union au Canada quasi inévitable. Il y avait la dette de Terre-Neuve; la Grande-Bretagne était en train de liquider son empire; les hommes d'affaires canadiens convoitaient les ressources du Labrador. D'une certaine manière, l'union était inévitable, mais j'ignore s'il y a eu une « conspiration » dans le sens strict du terme.

Grace Sparkes : Peter Cashin avait tout à fait raison. Je me souviens que,

pendant la guerre, nous avons invité un officier canadien haut gradé à dîner à la maison et il m'avait renversé lorsqu'il m'avait demandé si j'aimerais devenir canadienne. La façon dont les membres de la Commission du gouvernement ont été nommés, la façon dont la délégation terre-neuvienne a été rabrouée par la Grande-Bretagne, la façon dont l'union au Canada a été ajoutée parmi les options lors du référendum, tout tend à étayer la thèse de la conspiration. Des individus comme Charlie Burchell, qui était commissaire au Commerce du Canada, ont travaillé en sous-main pour favoriser cette option.

Une union avec les États-Unis a-t-elle été envisagée?

Richard Cashin : J'ai toujours pensé que l'« union économique », comme on disait, était une habile diversion. Quelques personnalités de premier plan, comme Ches Crosbie et le jeune Don Jamieson, appuyaient cette idée, mais ils n'ont jamais attiré plus d'une poignée de sympathisants. Les États-Unis n'ont jamais entamé de négociations avec eux parce que cela aurait été perçu comme une ingérence dans les affaires de la Grande-Bretagne. Cette option ne pouvait être retenue que si nous revenions d'abord à un gouvernement responsable et que, plus tard, nous décidions de nous unir aux États-Unis.

Grace Sparkes : Je n'ai jamais très bien compris ce qu'ils voulaient. Je me souviens d'une réunion des partisans du gouvernement responsable où nous avons invité Don Jamieson à prendre la parole. J'avais alors décidé de noter soigneusement par écrit les grandes lignes de leur projet. Jamieson était un grand orateur et il a prononcé un bon discours, mais lorsque j'ai relu mes notes, je n'y ai rien trouvé. Jamieson avait parlé pendant près d'une heure sans rien expliquer de son option.

Je pense que le mouvement pour l'union économique était composé

surtout de marchands de St. John's qui capitalisaient sur le sentiment très favorable aux États-Unis qui prévalait à l'époque. L'armée américaine avait donné un sérieux coup de pouce à l'économie de Terre-Neuve et les gens associaient automatiquement États-Unis et prospérité.

Qu'avez-vous pensé des débats et des résultats lors des deux référendums?

Richard Cashin : Lorsque le deuxième référendum a penché du côté de l'entrée dans la Confédération, mon père et mon oncle ont hissé un drapeau rose et un drapeau vert en signe de protestation et de deuil. Ma famille était contre la Confédération, mais, si nous analysons leurs raisons, nous constatons que c'est surtout le processus qui était en cause.

Notre dignité était diminuée par la façon dont nous entrions dans la Confédération. Il aurait été nettement préférable que nous revenions à un gouvernement responsable, puis que nous entamions des négociations avec le Canada en nous présentant comme un Dominion entièrement autonome. Je ne sais pas si les résultats auraient été très différents, mais on ne peut pas revenir sans cesse aux erreurs qui ont pu se produire dans le déroulement du processus.

Grace Sparkes : Pendant les campagnes référendaires, j'ai prononcé de nombreux discours contre la Confédération. J'ai aussi écrit des douzaines de discours pour d'autres. Nous parcourions l'île et je me souviens de réunions très animées. À certains endroits, la population ne comprenait pas vraiment ce qui était en jeu. Ailleurs, les gens avaient été hypnotisés par le discours de Joey Smallwood sur les pensions et les allocations familiales canadiennes. Les forces de la Confédération semblaient disposer d'une réserve inépuisable de fonds. On avait l'impression que chaque fois que nous tenions une réunion, un avion survolait l'endroit pour lâcher

Chronologie des événements qui ont amené Terre-Neuve à entrer dans la Confédération

1933	La Grande-Bretagne forme la Commission Amulree sur l'avenir politique de Terre-Neuve.
16 février 1934	L'autonomie gouvernementale est suspendue et un groupe de personnes est nommé au sein d'une commission chargée de gouverner le Dominion jusqu'à ce qu'il soit économiquement autonome et que la population demande une nouvelle forme de gouvernement.
1939-1945	Seconde Guerre mondiale. Les Américains installent de nombreuses bases militaires à Terre-Neuve.
Juin 1946	Élection des 45 membres de la convention nationale qui doit étudier l'évolution de la situation financière et économique et formuler des recommandations sur la forme d'un futur gouvernement.
Octobre 1946	Défaite de la motion de Joey Smallwood visant à envoyer des délégués de la convention à Ottawa discuter d'une entrée dans la Confédération.
Février 1947	Une motion semblable à celle de 1946 est adoptée et des discussions ont lieu à Ottawa pendant l'été de 1947.
6 novembre 1947	Un projet de conditions d'union est soumis à la convention pour discussion.
Janvier 1948	La convention décide de tenir un référendum, mais une motion visant à inclure l'entrée dans la Confédération parmi les options est défaite par 29 voix contre 16.
2 mars 1948	Le gouvernement britannique annonce qu'un référendum aura lieu et que l'une des options sera l'entrée dans la Confédération canadienne. Les autres options sont le maintien de la Commission de gouvernement pendant cinq ans et un retour au gouvernement responsable.
3 juin 1948	Résultats du premier référendum : gouvernement responsable, 45 %; Confédération, 41 %, Commission de gouvernement, 14 %.
22 juillet 1948	Résultats du deuxième référendum : Confédération, 52 %, gouvernement responsable, 48 %.
Octobre 1948	Négociations, à Ottawa, des conditions finales d'union au Canada.
11 décembre 1948	Signature des conditions d'union.
31 mars 1949	Terre-Neuve devient la dixième province du Canada.

des dépliants pro-Confédération. Parfois, nos réunions étaient troublées par des manifestations bruyantes tenues à l'extérieur de la salle. Des années plus tard, j'ai rencontré un homme qui m'a avoué avoir reçu 5 000 \$ pour perturber la tenue d'une de nos réunions.

Le vote s'est-il divisé selon la religion, la région ou la classe sociale?

Richard Cashin : Certains facteurs religieux ont certainement joué. En général, les catholiques irlandais étaient contre la Confédération et ce n'était pas uniquement parce que l'archevêque avait adopté cette position. L'élite de St. John's aussi, tant protestante que catholique, était opposée à la Confédération. Les éléments de la société qui étaient plus près du Canada ou qui avaient beaucoup d'échanges commerciaux avec la Nouvelle-Écosse y étaient en général favorables, comme

l'étaient les ports isolés. Les femmes semblaient être majoritairement favorables à la Confédération.

En étudiant la répartition du vote, il ne faut pas perdre de vue que M. Smallwood était un populiste. Son message n'était pas très différent de celui du CCF (Fédération du Commonwealth coopératif) à l'époque. La Bonavista Platform du Fishermen's Protective Union était parue avant le manifeste de Regina. Smallwood avait modelé son programme sur celui des socio-démocrates et sa première plate-forme était très attrayante pour les travailleurs. Smallwood était également un grand communicateur et un excellent organisateur. Il avait porté son message chez les gens qui se sentaient coupés de St. John's.

Grace Sparkes : Les orangistes ont certainement travaillé en faveur de la Confédération. Les catholiques ro-

ains, en particulier le *Monitor*, y étaient en général opposés. Il est vrai que beaucoup de femmes étaient favorables à la Confédération. Je me demande parfois combien d'entre elles ont été influencées par l'idée de pouvoir commander hors taxe dans le catalogue Eaton.

Les premières élections, en 1949, n'ont-elles pas été plutôt décevantes après toutes les années de débat animé sur l'entrée dans la Confédération?

Richard Cashin : Le débat sur la Confédération a mis fin au débat politique à Terre-Neuve pendant une décennie. Les libéraux dirigés par M. Smallwood sont arrivés au pouvoir et l'opposition, formée par les forces du gouvernement responsable, a été incapable de présenter une position cohérente. Peter Cashin avait été élu comme député indépendant. En 1951,

il s'est hissé à la tête du Parti progressiste-conservateur, mais il n'a jamais réussi à défaire Smallwood. En 1957, après la défaite des libéraux fédéraux, l'affrontement de John Diefenbaker et de Joey Smallwood sur l'article 29 des Conditions de l'union a aidé ce dernier à se maintenir au pouvoir.

Grace Sparkes : Une fois le référendum perdu, il ne restait que peu d'espoir à l'opposition. Dans ma circonscription, Burin, qui était très favorable à la Confédération, il semblait qu'il n'y aurait même pas de candidat, c'est pourquoi je me suis laissée inscrire comme candidate. Je me présentais comme PC – protestataire canadienne – mais j'ai été défaite. Je me suis à nouveau présentée en 1951, puis à deux reprises lors d'élections fédérales, lorsque l'opposition avait de la difficulté à trouver des candidats. Pendant une des campagnes électorales, j'étais enseignante et j'avais demandé un congé d'un mois pour faire campagne. À la place d'une lettre d'acceptation, j'ai reçu une lettre de renvoi.

Les Terre-Neuviens ont-ils vu un changement immédiat dans leur vie après leur entrée dans la Confédération?

Richard Cashin : Je crois que le changement a été radical. Imaginez un peu ce que peut représenter la mise en œuvre instantanée d'un système d'aide sociale entièrement nouveau. Tout le monde a commencé à recevoir des chèques d'allocations familiales, de pensions de vieillesse, de prestations aux anciens combattants et le reste. Terre-Neuve avait son propre système d'aide sociale, mais les taux canadiens étaient beaucoup plus généreux. Les ports isolés qui avaient existé dans une sorte de cinquième dimension, sans routes ni électricité, ont rapidement vu les changements. L'Université Memorial a été créée et beaucoup d'autres changements sont survenus.

Grace Sparkes : Oui, il y a évidemment eu des changements. Prati-

quement toutes nos grandes industries se sont effondrées. Il y avait jusque-là une industrie du vêtement et des fondries à Terre-Neuve, mais, devant la concurrence venue du Canada, elles ont disparu et les emplois avec elles. Nous avons été inondés de produits et de services venus du continent. Un autre changement qui s'est fait très lentement a été, bien sûr, la perte de contrôle sur nos pêcheries.

Dans une perspective historique, comment décririez-vous l'héritage laissé par Joey Smallwood?

Richard Cashin : Joey Smallwood était un homme qui avait un projet. Ce projet, c'était d'unir le Canada et Terre-Neuve. Il s'est conduit comme se conduisent parfois les visionnaires, c'est-à-dire avec énergie, entêtement et dogmatisme. Il aurait été parfaitement à l'aise dans une société révolutionnaire comme l'Argentine péroniste. Il avait également toutes les connaissances et les compétences qu'il fallait pour s'acquitter de la tâche à accomplir, c'est-à-dire convaincre les Terre-Neuviens d'adhérer à son projet. Une fois qu'il a accompli la tâche à laquelle il avait consacré tant d'énergie et de temps, il s'est tourné vers d'autres projets, parfois avec moins de bonheur. Peut-être est-il resté au pouvoir trop longtemps. Peut-être s'est-il écarté de certains de ses idéaux de départ, face aux syndicats, par exemple. Peut-être aussi a-t-il négligé de préparer sa propre relève. Mais ce sont là des fautes courantes chez les gens ayant son caractère.

Grace Sparkes : Lorsque je pense à Joey Smallwood, son caractère impitoyable et vindicatif me vient tout de suite à l'esprit. Il utilisait tous les moyens nécessaires pour parvenir à ses fins. S'il découvrait qu'un adversaire était en difficulté financière, il lui offrait de l'argent ou un emploi en échange de son soutien. Lorsqu'il ne pouvait pas se rallier quelqu'un, il avait recours aux menaces et à l'intimidation. J'étais journaliste à l'époque

et je suis convaincue que, s'il en avait eu le pouvoir, il m'aurait jetée en prison parce que je critiquais son gouvernement. Nous l'appelions le « petit Batista », d'après le dictateur cubain des années 1950. Il a écrit à plus d'une reprise à la rédaction de mon journal pour demander mon renvoi. Heureusement, John Curry, le propriétaire du *St. John's Daily News* ne s'est jamais laissé intimider par ses menaces.

Terre-Neuve aurait-elle pu s'en tirer seule en 1949, ou encore aujourd'hui?

Richard Cashin : On ne peut que spéculer sur le passé, mais je n'ai jamais souscrit à la vision romantique voulant que, si nous avions été laissés à nous-mêmes, nous aurions réussi à créer une société idyllique qui aurait échappé aux nombreux problèmes que nous vivons aujourd'hui. Lorsque des gens avancent une telle affirmation, je leur rappelle que le dénigrement de la Confédération semble être un élément de notre patrimoine commun. Le premier gouvernement de la Nouvelle-Écosse s'était opposé à la Confédération. Des gouvernements du Québec ont cherché à la dissoudre. À différentes époques, les populations de l'Alberta et de la Colombie-Britannique sont arrivées à la conclusion qu'elles seraient mieux si elles étaient détachées du reste du Canada. On ne peut pas vivre dans le passé et on ne peut pas vivre avec un sentiment permanent de frustration. C'est débilitant et cela empêche de régler les véritables problèmes.

Grace Sparkes : Pendant les débats sur l'entrée dans la Confédération, j'estimais que si cela se faisait, les Terre-Neuviens ne posséderaient plus jamais le sol sur lequel ils marchaient. J'ai aujourd'hui 91 ans et on ne m'a pas encore convaincue que je me trompais. Je reste très intéressée par la politique, mais je crois que c'est aux générations plus jeunes qu'il faut poser cette question.